

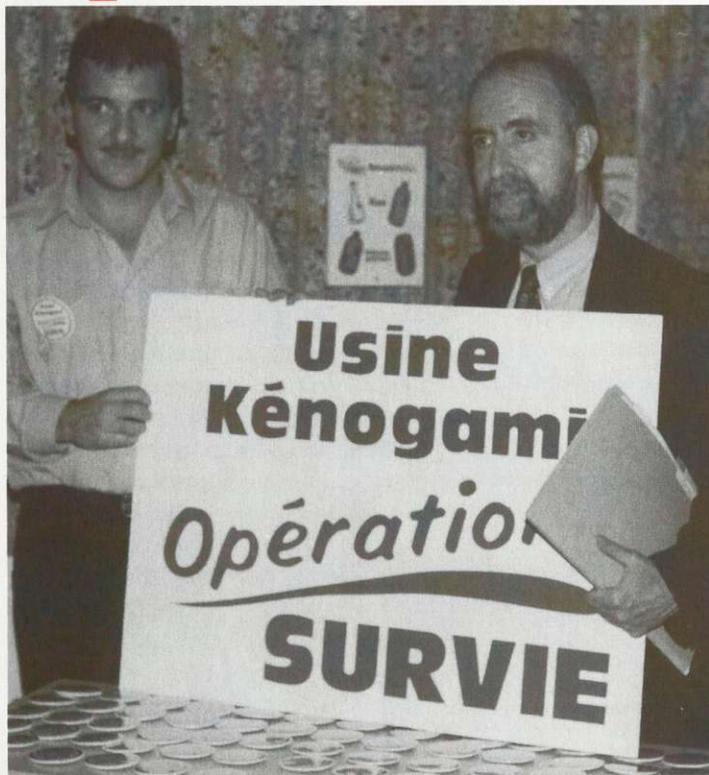
nouvelles



édition spéciale
Novembre 1997

Opération Survie

En activité depuis 1912, l'usine de papier de Kénogami a changé de mains au cours de son histoire. Opérée à ses débuts et durant plusieurs années par Price Brothers, elle a ensuite été sous la houlette d'Abitibi-Price. Puis, en mars 1997, Abitibi-Price et Stone-Consolidated ont fusionné. Abitibi-Consolidated a établi son siège social à Montréal. On croyait l'usine vouée à un avenir florissant. D'autant plus que les travailleurs ont contribué à consolider et relancer l'entreprise: convention collective de longue durée, flexibilité, fusion de métiers, réorganisation du travail, etc. Mais voilà, aujourd'hui, les travailleurs de l'usine de papier Abitibi-Consol sont engagés dans une lutte pour assurer l'avenir de leur usine et contrer



la fermeture de deux des quatre machines à papier, ainsi que du département de pâte mécanique. La machine à papier numéro 5 doit arrêter de tourner le 16 novembre. La machine à papier numéro 1 et le plan de pâte mécanique doivent cesser leurs opérations d'ici 15 mois. 375 des 825 emplois sont en jeu. L'Opération Survie de l'usine de Kénogami a été lancée. De nouveau, la population du Saguenay-Lac-Saint-Jean a rendez-vous avec la solidarité.

Profits d'Abitibi-Consol

Au 31 décembre 1996, Abitibi-Price avait enregistré 104 millions \$ de bénéfices nets. À la même date, Stone-Consolidated affichait 164 millions \$ de bénéfices nets. Les deux entreprises ont fusionné en mars 1997.



Un véritable drame

«La perte d'emplois se traduit par des drames familiaux. Privées de revenus décents, des familles vivent dans la pauvreté. Des familles éclatent! C'est malheureux! Le gouvernement du Québec doit supporter l'usine et la région», a déclaré le président de la FTFP-CSN, Sylvain Parent, à la soirée du 15 octobre.

La bataille des numéros



Si les machines à papier en ont un, la compagnie va s'apercevoir que les travailleurs n'en sont pas.

Michel Crête



«**L**a réunion de ce soir, c'est l'appel public, formel et ferme à tous les décideurs de la région pour faire pression sur Abitibi-Consol pour qu'elle prenne les bonnes décisions. Je joins ma voix à ceux qui interpellent le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, qui est aussi le député de la région. Il nous dit qu'il s'intéresse à ce dossier. Je voudrais que l'ensemble de la population intervienne auprès de M. Bouchard pour que l'entreprise prenne les bonnes décisions. Comme lorsque nous avons exercé ensemble la pression pour qu'Abitibi-Consol installe son siège social au Québec.»

Devant 250 personnes réunies à la salle François-Brasard du Cégep de Jonquière, le 15 octobre, le président de la CSN, Gérald Larose, a mis la compagnie Abitibi-Consol, les décideurs régionaux et le premier ministre du Québec face à leurs responsabilités.

«C'est le départ d'une marche sans arrêt pour obtenir à court terme des réponses claires quant à l'avenir de l'usine. Plusieurs projets ont été annoncés. Mais il y a peu de concret. Au contraire! Pendant au-dessus de nos têtes des décisions qui vont se traduire par des pertes d'emplois. Des décisions qui pour-

raient signifier la fermeture éventuelle de l'usine,» a-t-il lancé.

80 ans

«Ça ne se peut pas qu'après plus de 80 ans, une entreprise qui a fait une production de qualité avec une main-d'oeuvre de qualité quitte ainsi la région. Et tout ça avec la complicité des pouvoirs publics», a affirmé Gérald Larose.

Faisant directement allusion aux matières premières, aux ressources énergétiques et aux tarifs de transport à des prix compétitifs, il a ajouté: «Le drame, c'est qu'on donne à vil

prix nos richesses naturelles sans s'assurer à long terme des retombées dans l'industrie de transformation, dans la consolidation et dans la création d'emplois. Il est temps qu'on refasse un débat de société sur la responsabilité économique et sociale des entreprises. Non pas que les compagnies devraient faire la charité. Mais nous ne sommes plus à l'heure du capitalisme sauvage, l'heure où on peut prendre des décisions à l'extérieur et laisser en plan des travailleurs et leur famille. Des décisions dont dépendent la pérennité de l'usine, des centaines d'emplois et une paix relative du travail.»



«**Ça me fait penser à un père de famille qui n'a pas vu que son enfant est en train de tomber. Abitibi-Consol doit se comporter comme un bon père de famille envers les travailleurs et la région.»**

Ginette Leroux,
conjointe d'un travailleur



«**Les capitalistes ont le droit de faire n'importe quoi. Ils pillent nos richesses et nous laissent les miettes. La clé, c'est les politiciens qui doivent voir au bois, à l'électricité et aux investissements.»**

Marcel Larouche,
retraité



«**Ce n'est pas une usine avec 500 jobs que nous voulons, c'est une usine avec 800 emplois! Oui, nous voulons sauver nos emplois, mais nous pensons aussi aux jeunes qui s'en viennent.»**

Mario Tremblay,
travailleur



«**La compagnie est redevable envers toutes les générations. Celles d'hier, d'aujourd'hui et celles qui s'en viennent.»**

Yves Bolduc,
président du Conseil central
du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Chicoutimi-Jonquière

Aide sociale: 18 234 ménages comptant en tout 29 961 personnes dépendent de l'aide sociale.

Chômage : 12,3%.

La bataille, a-t-il poursuivi, ne sera pas qu'une bataille syndicale. La bataille sera sociale! Ce n'est pas un conflit de travail, c'est un conflit de société! C'est une question de pain, de beurre, c'est une question d'emploi.»

Les travailleurs ont fait leurs devoirs

Convention collective de longue durée, diminution de certains avantages sociaux dans le but de conserver des emplois, flexibilité, formation de familles de métier, introduction de changements technologiques, implantation des équipes de travail responsables, partenariat, réorganisation du travail: les travailleurs ont fait leurs devoirs.

«Depuis dix ans, nous avons fait beaucoup d'efforts. La relance de l'usine n'est toujours pas là. Nous sommes très inquiets! À chaque fois que nous perdons un emploi industriel, trois autres le sont dans la population. À chaque fois qu'un travailleur perd un emploi de qualité, sa famille, les commerçants, notre ville en subissent les contrecoups», de dire le président du syndicat affilié à la FTPF-CSN, Élie Cyr. Loin de se



Élie Cyr

laisser abattre, il ajoute: *«Nous allons tout mettre en oeuvre pour que cette usine continue ses opérations durant plusieurs années. C'est dans ce cadre que nous avons décidé d'informer la population et d'organiser une marche, le 8 novembre. Nous*

mettrons toutes les pressions sur la compagnie, mais nous avons peu de temps!»

Des rappels

Le président de la CSN a fait quelques rappels utiles à Abitibi-Consol et au premier ministre Bouchard. *«En octobre 1996, nous étions 64 personnes réunies à Montréal au Sommet socio-économique pour l'emploi. Tous ceux qui étaient autour de la table ont pris des décisions majeures, sérieuses, pour faire de l'emploi et de la lutte à l'exclusion la priorité de la société québécoise. Quand des banquiers, des industriels, des*

institutions et des organisations syndicales s'engagent dans la même direction, c'est du sérieux. On ne tolérera pas qu'un groupe se défile. Il y a là une responsabilité.»

Invitant la population à ne pas se décourager et à se mobiliser pour sauver l'usine de Kénogami, Gérald Larose a donné en exemple les cas de Domtar qui a injecté 1,2 milliard \$ à Windsor. Il a aussi cité en exemple le comité de survie à Beauharnois, où on a une nouvelle entreprise spécialisée dans le papier «sécurité», Spexel). *«Si nous avons réussi, c'est que nous n'étions pas*

seuls», a-t-il ajouté.

Puis, ciblant plus particulièrement la compagnie, Gérald Larose a insisté: *«Je demande à Abitibi-Consol de réfléchir. De prendre des décisions pour maintenir l'emploi, de se redéployer même pour en créer d'autres.»*

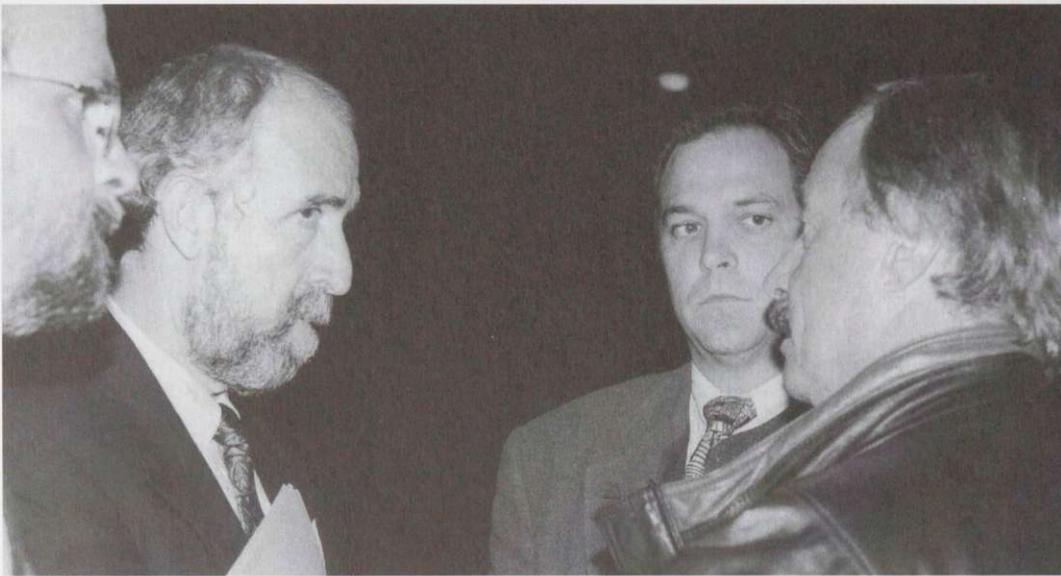
Assurant l'auditoire de l'appui indéfectible de la CSN, en mettant de l'avant la manière CSN dans ce combat pour la survie de l'usine, le président a conclu: *«Nous sommes là pour enclencher une marche qui va nous conduire à la victoire.»*



Faits saillants

Le nombre d'emplois a chuté de 1200 à 825 à l'usine de Kénogami entre 1987 et 1997.

- 1987: 1200 employé-es et sept machines à papier.
- 1989: Changements organisationnels. Perte de 100 emplois.
- Septembre 1989: Abitibi-Price demande un changement de culture.
- Décembre 1989: Réorganisation du travail. Flexibilité. Élargissement des tâches. Fusions de postes. Perte de 100 emplois.
- Mars 1990: Automatisation des meules. Perte de 72 emplois.
- Juin 1990: renouvellement de la convention collective. Opération continue, fusion soudeurs-monteurs. Changement de culture.
- 1991: Le syndicat s'objecte à la vente d'Hydro-Price. Si Hydro-Price avait été vendu, l'usine serait fermée.
- Juin 1992: Réorganisation, restructuration, récessions dans le papier, baisse dans les coûts. Perte de 71 emplois.
- Octobre 1993: Changements technologiques à l'écorçage. Perte de 75 emplois saisonniers.
- 1993: Convention collective de longue durée, cinq ans.
- 1994: Création du Fonds de relance de l'usine de Kénogami. Taux de participation de 73%. Les travailleurs étaient prêts à investir 800 000 \$. Le projet a été ignoré. Perte de 45 emplois.
- 1995: Entente de partenariat.
- 1996: Report d'un investissement de 300 millions \$.
- 1997: En janvier, la compagnie annonce qu'elle n'investit pas à Kénogami.
- 1997: En mars, fusion Abitibi-Price et Stone-Consolidated.
- 1997: En août, c'est l'annonce de la fermeture de deux machines à papier et du département de pâte mécanique.



Le parti pris des travailleurs et de la région

C'est la CSN en entier qui appuie la lutte des travailleurs pour assurer l'avenir de l'usine de Kénogami et des emplois dans la région. En discussion à l'assemblée publique du 15 octobre au Cégep de Jonquière, le président du Conseil central du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CSN), Yves Bolduc, le président de la CSN, Gérard Larose, le président de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt de la CSN (FTPF-CSN), Sylvain Parent, et le conseiller syndical Guy Boisvert.

Cette édition spéciale
de *Nouvelles CSN*
a été produite par le
Service de l'information de la CSN
et imprimée par le
Service de l'imprimerie de la CSN.

Textes et photos:

Michel Crête

Infographie:

Luc Latraverse

Notre avenir

À l'emploi d'Abitibi-Consol depuis 10 ans, Bernard Côté est un des jeunes travailleurs qui perdra son emploi si on ferme deux machines à papier et le département de pâte mécanique. Abitibi-Consol et le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, député du comté de Jonquière, ont le devoir et le pouvoir d'agir pour que les jeunes gagnent leur vie dans la région. Bernard Côté et son amie, Aline Gauthier, ont participé à l'assemblée publique du 15 octobre, au Cégep de Jonquière, dans le cadre de l'Opération Survie de l'usine Kénogami.



**Abitibi-Consolidated
et le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard,
doivent agir pour:**

- * assurer l'avenir de l'usine de Kénogami
et des emplois dans la région;**
- * contribuer à bâtir, avec nous, le Québec de demain!**